

NOS PROPOSITIONS POUR EN FINIR AVEC L'INSÉCURITÉ ET ÉCONOMISER 100 MILLIARDS D'EUROS PAR AN

La violence est culturellement construite.

La science démontre que la violence (envers soi-même, envers les autres, envers les objets et l'environnement) est fortement encouragée dans l'éducation transmise aux garçons par les médias, la culture, l'école et le cercle familial.
80% des mis en cause par la justice sont aujourd'hui des hommes.

La violence engendre des coûts humains et financiers colossaux.

La violence cause des milliers de morts et la perte de dizaines de milliards d'euros pour les institutions et les citoyen-ne-s. Chaque année, le surcoût dépensé pour faire face aux comportements des hommes par rapport aux femmes, est de 7 milliards d'euros pour la Justice sur les 9 milliards du budget total et pour les forces de l'ordre, ce montant s'élève à 9 milliards sur les 13 milliards du budget total.

Réduire la violence est un devoir.

Nous en sommes toutes et tous victimes : les hommes exercent la violence envers les autres et eux-mêmes, les femmes subissent des violences machistes systémiques. La France s'est engagée à lutter contre ce fléau, notamment en ratifiant la convention d'Istanbul en 2011. Cet accord mentionne la prévention, l'intervention, les mesures sociales de protection ET l'éducation contre les stéréotypes, particulièrement à destination des garçons.

COMMENT METTRE FIN À LA VIOLENCE ?

EN IDENTIFIANT LES ORIGINES DU PROBLÈME

1 Les statistiques produites par les services de l'Etat doivent systématiquement faire figurer le sexe des auteurs, qui est la première caractéristique définissant le profil des délinquants et des criminels. Les politiques de prévention doivent s'appuyer sur des études prenant en compte le gouffre statistique entre les femmes et les hommes. Les recherches sociologiques (mobilisées par les services de l'Etat), portant sur les origines, doivent en premier lieu travailler sur ce critère qui prédomine sur tous les autres (milieu social, origines, relations familiales, etc.)

Enseigner ces études dans le parcours de formation des personnels de la justice, des forces de l'ordre et des hauts fonctionnaires.

2

3 Dans les budgets relatifs à la sécurité intérieure, faire apparaître les différences de dépenses consacrées aux hommes et aux femmes.

EN PACIFIANT L'ÉDUCATION DONNÉE AUX GARÇONS

Créer un organisme étatique de référence chargé de diffuser et de promouvoir une éducation plus humaniste aux enfants dans la sphère familiale, scolaire et culturelle. En particulier, grâce à de la sensibilisation (campagnes de communication), à des actions de terrain (ateliers dans les écoles auprès des élèves et des parents), à de la formation (des futurs parents, des personnels éducatifs), du conseil (auprès du monde des arts, de la culture, du divertissement), etc. La mise en place des préconisations produites par cet organisme, serait fortement recommandée, voire obligatoire, selon les cas.

4

5 Mettre en place des ateliers obligatoires sur la parentalité, à partir du début de suivi de la grossesse. Ceci dans le but d'aborder avec les futurs parents, les valeurs transmises à leurs enfants, l'éducation familiale sans violence (identification des mécanismes éducatifs, parfois inconscients, conduisant à la violence, continuum avec les futures conduites déviantes, etc.) et les enjeux autour de la paternité active.

Apposer une signalétique sur les objets culturels (films, livres, dessins animés, jouets) avertissant de la promotion de valeurs ou de « rôles modèles » masculins agressifs, dominants et violents.

6

7 Limiter fermement l'accès à la pornographie pour les moins de 18 ans. Et interdire dans la publicité la sexualisation du corps des femmes.

En milieu scolaire, éduquer les élèves de façon continue, sur les questions de domination masculine, d'objectification sexuelle, le consentement, la compétition entre hommes ou encore la dissimulation des vulnérabilités des garçons, etc.

8

9 Mettre en place une formation continue sur l'égalité femmes-hommes et sur les schémas éducatifs à l'origine des violences auprès de tout le personnel éducatif (de la petite enfance au supérieur), des élu.e.s et de l'ensemble des fonctionnaires. Créer des formations sur la déconstruction des stéréotypes, sur la hiérarchisation du masculin/féminin et sur la promotion de masculinités saines.

Par des campagnes de communication, encourager les témoins de violences ou de comportements inappropriés à les signaler auprès des autorités compétentes dans l'espace public, dans les écoles, les entreprises, les services administratifs ou encore l'espace public. Systématiser la diffusion des « violentomètres » dans le monde professionnel.

10

11 Développer des programmes de subventions qui sélectionnent des projets (culturels, sportifs, entrepreneuriaux) mettant en avant l'empathie plutôt que la compétition et l'égalité plutôt que la division.

Transmettre aux élu.e.s et représentant.e.s de l'État des éléments chiffrés (sur les taux de responsabilité entre les femmes et les hommes par type d'infraction, les budgets dépensés, etc.) et des éléments narratifs de communication sur l'importance des valeurs humanistes.

12

« Nous avons la volonté de permettre à tous les humains de vivre libres et sans oppression. Pour cela, nous mettons en place une éducation au pacifisme, à l'empathie, à la compassion et à l'altruisme, sans remettre en cause tout ce qui fait notre culture et notre tradition dans tout ce qu'elles ont de positif. »